

## Entretien avec NATHALIE KOSCIUSKO-MORIZET



Députée parmi les plus actives de l'UMP, elle est aujourd'hui l'un des membres du gouvernement les plus médiatisés en raison notamment du Grenelle de l'Environnement. Nommée secrétaire d'Etat à l'Ecologie, Nathalie Kosciusko-Morizet poursuit une carrière politique débutée au ministère de l'Economie et des finances. Elle incarne une écologie de l'action. Elle revient bien sûr, sur les états généraux de l'Environnement, sur la politique écologique et ses enjeux et pose un regard assez dur sur l'ENGREF et la gestion des IGREF.

### ***Un mois après le Grenelle de l'environnement, quel sens politique faut-il donner à ces états généraux. L'écologie en France, est-elle arrivée à son âge de raison ?***

L'écologie est arrivée du moins à l'âge de l'action. Pendant très longtemps, l'écologie a été enfermée dans des combats assez polémiques et donc assez stériles ou réservés à des démarches très techniques, certes très intéressantes mais qui ne pouvaient pas déboucher sur des révolutions de grande ampleur ou encore retenus dans l'idée qu'on était dans la prise de conscience et que l'action était pour demain.

L'écologie était enfermée à mon avis dans ces trois postures : on faisait des choses mais ce n'était pas au niveau des enjeux ; et j'ai l'impression qu'avec le Grenelle de l'environnement on a essayé de résoudre ces trois limites : en sortant du côté strictement polémique pour engager un dialogue entre des gens qui ne se parlaient pas, en sortant du cadre technique pour assumer la dimension politique au sens très noble du terme pour intégrer une dimension transversale en réunissant des associations, des syndicats, des collectivités, des entreprises, autrement dit toutes les parties prenantes de la société. Et puis nous avons surtout réussi à sortir de cette incantation sur la prise de conscience : oui le sursaut est là, il est même derrière nous, et désormais les français sont prêts à passer à l'action.

### ***L'écologie a donc investi la politique au sens large du terme ?***

Pendant des années, il y a eu une expression publique de l'écologie politique très politisée, pas forcément concrète et de mon point de vue confuse en raison d'un mélange entre d'un

côté le discours politique et écologique et de l'autre des démarches très techniques et donc très verticales, certes de qualité (politique de l'eau, maîtrise des déchets, normes de rejets) mais sans vision globale. Cette confusion ne permettait pas de porter la politique écologique à son vrai niveau. Pour cela, il fallait qu'elle intègre toute une dimension, non pas seulement sociale, mais aussi sociétale au sens culturel du terme et toute une dimension économique qui ne peuvent se satisfaire d'une démarche uniquement technicienne. Il faut bien sûr avoir des politiques de l'eau et des déchets solides mais elles seront insuffisantes si on ne se pose pas des questions sur nos modes de consommation et leur évolution. En se posant de telles questions on arrive rapidement sur des sujets politiques qui font que l'écologie n'est pas seulement un sujet technique mais une réinterprétation de toutes sortes de politiques publiques pour faire évoluer nos modes de production et de consommation. Je pense que le Grenelle de l'environnement n'a pas déclenché cette réflexion car un mouvement est à l'œuvre depuis plusieurs années, mais il l'a inscrit profondément.

### ***On peut donc parler d'un projet de civilisation ?***

Oui c'est une évolution dans le projet de civilisation et c'est le sens aussi du mot Grenelle qui ne vient pas de l'écologie mais de l'histoire sociale du pays et qui exprime l'idée d'une nouvelle étape, d'un moment fondateur ou refondateur de quelque chose.



## ***A longueur d'année la presse parle d'inondations, de sécheresse et d'incendies de forêts. Or dans son discours, le Président n'a pas évoqué ces sujets. Serait-ce un oubli ?***

Le président est très conscient de l'importance de ces sujets. Elu local, il a été, comme tous les élus, en contact quasi quotidien avec ces dossiers. Ceci dit, son discours à l'issue du Grenelle fut un discours qui avait vocation à être très politique, à faire la jonction entre les différentes contradictions que je viens d'évoquer ; son discours se plaçait à un moment où l'écologie était sortie de sa technicité pour prendre une nouvelle dimension. Le discours était à la fois très précis, concret et en même temps, il est vrai, non technique, mais de toute façon les discours du président n'ont pas vocation à être techniques.

## ***Les Grandes Ecoles sont en profonde mutation : création de ParisTech et d'AgroParisTech, l'ENGREF devenant une Ecole interne d'AgroParisTech. Que pensez-vous de ces évolutions***

En tant qu'étudiante de l'ENGREF, j'ai pu noter les grandes difficultés de l'école à se positionner, et j'ai parfaitement ressenti cette espèce de déchirement permanent entre les différentes idées et projets relatifs aux positionnements variés de l'ENGREF. Cette ambiguïté permanente était très inconfortable pour les étudiants. L'ENGREF était-elle une école très technique ? Une école d'application ou autre chose ? Les gens aspiraient-ils à se techniciser en faisant une fusion verticale des corps ou bien souhaitaient-ils faire une fusion horizontale ? Ces questions étaient très présentes en 1997, date à laquelle j'ai quitté l'école et je ne suis pas sûre qu'aujourd'hui elles soient résolues. On n'a jamais compris clairement si l'avenir de l'école était l'agriculture ou l'environnement, ou bien les deux. Il y avait à mon époque au sein même de l'école des tenants de différentes tendances mais qui ne les exprimaient pas de façon explicite et cela contribuait à cette ambiguïté. Je pense que les cadres ne se rendent pas compte à quel point cette difficulté de positionnement est difficile à vivre pour les étudiants. On nous annonçait la fusion des corps pour le lendemain et ce n'est toujours pas fait. À 20 ans c'est très déstabilisant car on ne se sent pas projeté positivement vers l'avenir et à cet âge ça marque.

## ***Récemment l'ENGREF organisait un colloque relatif à « l'évolution du rôle des IGREF fonctionnaires et privés ». Qu'en pensez-vous ? Pour être entendus doivent-ils se lancer en politique ?***

Je ne crois pas que pour être entendu il faille nécessairement s'engager en politique. La politique est une forme d'engagement mais il en existe d'autres. En revanche, en politique comme

ailleurs, pour être entendu il faut c'est sûr avoir les idées claires sur ce que nous sommes et ce que nous voulons. En tant qu'étudiante, ce que j'avais ressenti c'était l'absence de message clair envoyé par les dirigeants ; ce n'est pas un problème de politique mais de clarification du message. J'ai donc passé ma deuxième année des Eaux et forêts au Collège des ingénieurs où les choses étaient plus claires : c'était très intéressant.



## ***Ne pensez-vous pas que ce malaise vient du fait que de nombreux élèves arrivent à l'ENGREF avec des perspectives d'environnement et se retrouvent au sein d'une école qui dépend du ministère de l'agriculture avec ses contraintes ?***

Oui ça fait partie des ambiguïtés car on ne présente pas en effet l'école ainsi. Je pense que le fond du problème c'est que les dirigeants et peut-être l'Etat d'ailleurs ne savent pas ce qu'ils veulent faire de l'ENGREF et ça fait des années que ça dure. Les cadres sont les tenants de plusieurs théories sur le sujet qu'ils n'explicitent pas forcément, sans doute pour ne pas semer le trouble parmi les élèves qui le ressentent malgré tout. Je suis très critique vis-à-vis de l'ENGREF et du corps. Quand je suis ensuite partie en détachement, je n'ai pas été gérée ; les seuls moments où je voyais les gestionnaires c'était quand ils me notaient et ils le faisaient d'une façon curieuse. On trompait les élèves : en les recrutant on leur disait qu'ils auraient plusieurs perspectives et à la sortie on les affectait sur des postes agricoles et s'ils voulaient partir ailleurs ils étaient cassés dans leur notation. Et puis une fois que j'ai été élue députée puis nommée ministre, des membres du corps du GREF m'ont donné une liste de gens que je devais intégrer dans mes équipes pour « *aider mes camarades de la maison qui m'a nourrie* ». Au final, j'ai pris des personnes, certes issues de l'ENGREF, mais avant tout pour leurs compétences. L'ENGREF est une école qui porte des responsabilités dans la démotivation des ingénieurs.

Après Polytechnique j'ai choisi de faire l'ENGREF car j'étais passionnée et je le suis toujours par les sujets que l'école traitait. Je ne suis pas déçue par les sujets, en revanche j'ai été parfois déçue par la qualité de l'enseignement et par la gestion faite par le Corps. Il ne donnait pas de perspectives et c'est ce qui fait la différence avec un Corps qui marche bien. Il y avait des étudiants très motivés et qui se voyaient gérés de façon très administrative sans vision ni souffle.

### **Le Grenelle de l'environnement peut-il avoir un impact dans l'enseignement ?**

Le Grenelle de l'environnement remet les questions environnementales en perspective avec tous les sujets qui lui sont liés. C'est un appel de la part d'une école comme l'ENGREF à se refonder aussi. Je pense que le Grenelle c'est vraiment la société qui répond à un appel qu'on lui fait en disant « *nous sommes là, les français sont prêts* ». Forcément ça doit avoir un écho dans les écoles comme l'ENGREF.



### **Il y a 30 ans on comptait à l'ENGREF 90% de garçons ; en 1997, ils étaient 50 % dans votre promo et cette année les 2/3 des étudiants sont des filles. Sont-elles plus motivées pour l'écologie ?**

Je me suis beaucoup battue quand j'étais députée pour respecter la mixité ; et pour qu'un milieu soit mixte il ne faut pas qu'il y ait exactement 50 % d'hommes et de femmes mais il ne faut qu'aucun sexe ne se sente en minorité brutale. Dans ce cas, c'est l'ensemble du groupe qui perd en dynamique, en créativité, c'est un appauvrissement et c'est vraiment dommage. Je l'ai vécu en tant que députée où nous étions 12 % de femmes, et à Polytechnique où nous étions 30 filles sur 400 étudiants. Je ne suis pas vraiment favorable aux quotas mais je pense que la mixité fait partie de l'équilibre du recrutement.



### **Avez-vous le temps de lire la revue du GREF ? Auriez-vous éventuellement le temps d'accepter une invitation de l'AIGREF lors d'un prochain colloque ?**

Je la reçois, je la feuillette mais je ne la lis pas intégralement. Pourquoi ne pas accepter une invitation à condition qu'elle puisse trouver une place dans mon agenda très chargé car le Grenelle de l'environnement commence réellement pour nous maintenant d'autant qu'on travaille en ce moment sur la réorganisation du ministère et sur la présidence prochaine de l'Union européenne par la France et ça représente un éventail de choses à faire.

### **Comment imaginez-vous la suite de votre carrière au sein du gouvernement en cas d'éventuelle réorganisation ?**

Je me projette peu ; j'essaie de faire à des moments des projets qui me passionnent ; c'est la raison pour laquelle je me suis battue avec l'ENGREF pour faire ce que je voulais et je refusais qu'on m'impose des postes qui ne me passionnaient pas. Je regrette que certains ingénieurs soient soumis. Il y a certes une machine à casser le jeune ingénieur mais celui-ci a aussi tendance à se laisser faire. Moi je n'y arrive pas, c'est existentiel : l'idée même de prendre un poste qui ne m'intéresse pas est au-dessus de mes forces.

### **Depuis plus de 30 ans les étudiants sentent que l'avenir de l'ENGREF est plus tourné vers l'environnement que vers l'agriculture.**

### **Peut-on vous souhaiter d'être un jour ministre de l'Agriculture pour changer tout ça ?**

J'ai de très bonnes relations avec le ministre de l'Agriculture (rires). Plus sérieusement, il faut qu'entre l'agriculture et l'environnement, comme sur un certain nombre de sujets d'ailleurs, des clarifications se fassent.

*Propos recueillis le 20 Novembre 2007 par*

*Gaëlle Atlan - Journaliste à FFE  
et Alain Bernard (ENGREF 1977)*



Toutes les photos de cet entretien © Laurent Mignaux-Medad